

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/08/2022

### Contexte et constats

Publié sur



### **FYSOL SAS**

130 avenue des Follaz bp 928 73000 Chambéry

Références : 20220810-RAP-Inspection-FYSOLSAS-Chambery-Georisques

Code AIOT : 0006109146

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/08/2022 dans l'établissement FYSOL SAS implanté 130 avenue des Follaz BP 928 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 07/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques <https://www.georisques.gouv.fr>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes : FYSOL SAS

- 130 avenue des Follaz BP 928 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0006109146
- Statut Seveso : Non Seveso

La société FYSOL SAS, (ex OCV Chambéry France) est propriété du fond d'investissement britannique BLANTYRE CAPITALS. Elle dispose à Chambéry de deux unités de production de fibres de verre, four Bissy 1 et four Bissy 2, implantées dans une zone mixte industrielle, tertiaire et commerciale de Bissy à Chambéry. L'établissement compte environ 250 collaborateurs.

Les principales installations comprennent :

- deux fours fonctionnant au gaz naturel associé à l'oxygène, dans lesquels sont fondues les matières premières (température de l'ordre de 1550 °C) ; le four Bissy 1 a été reconstruit en 2018, le four Bissy 2 a été reconstruit en 2011 puis modifié en 2012,
- des filières en sortie des fours pour obtenir des filaments de quelques microns destinés au marché de l'automobile (50 %), de l'industrie et de l'électroménager,
- des installations d'ensimage (revêtement de matières organiques sur les fibres), de coupe, de

- séchage et d'emballage des filaments coupés,
- des stockages de matières premières (silice, calcaire, chaux, dolomie calcinée, etc.),
- des installations de stockages et de préparation des matières premières organiques pour l'ensimage,
- des installations de production et de stockage d'oxygène.

L'exploitation des installations est autorisée par l'arrêté préfectoral du 02/12/2008 qui a remplacé les précédents arrêtés d'autorisation. Il est complété par un arrêté du 19/01/2011 relatif à la recherche des substances dangereuses dans les eaux résiduaires (RSDE), d'un arrêté du 13/01/2016 relatif au fonctionnement des installations en cas d'atteinte du niveau « alerte » du dispositif inter-préfectoral de gestion des épisodes de pollution atmosphérique, d'un arrêté du 19/01/2017 relatif à la prise en compte des meilleures technologies disponibles (MTD) ainsi qu'un arrêté complémentaire du 26/07/2018 relatif à la reconstruction du four verrier à l'usine C, dénommé depuis Bissy 1.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des situations de sécheresse dans les installations industrielles.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prelèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/12/08, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Relevé des prélèvements en eau	Arrêté Préfectoral du 02/12/2008 article 9.2.3 Arrêté ministériel du 02/02/98 article 15	/	Sans objet
3	Limitation de l'usage de l'eau en période de secheresse	Arrêté Préfectoral du 02/12/08, article 4.1.3 Arrêté Préfectoral du 28/07/2022 portant limitation de l'usage de l'eau en Savoie	/	L'exploitant s'est engagé lors de l'inspection à réaliser une étude technico-économique afin d'étudier la possibilité de mettre en place un réseau séparatif (eau propre issue des caves/ eau de process). L'étude devra également s'interresser à la destination des rejets des eaux propres.

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu de la configuration actuelle du site, une quantité très importante d'eau de rabattement de nappe (infiltration d'eau dans les caves) se trouve mélangée aux rejets d'eau de process contenant des résidus d'ensilage. De ce fait, l'intégralité de ces effluents sont conduits à la station d'épuration de Chambéry Métropole dont les rejets sont rejetés au Rhône via la galerie de l'Epine, hors bassin-versant du Lac du Bourget. La mise en place d'un réseau séparatif de collecte permettrait, si cela est réalisable techniquement de baisser la consommation d'eau du site de près

de 50 % car si un site prélève et rejette dans une même masse d'eau il n'est pris en compte que le volume de prélèvement NET (volume prélevé – volume rejeté).

L'exploitant s'est engagé lors de l'inspection à réaliser une étude technico-économique afin d'étudier la possibilité de mettre en place un réseau séparatif (eau propre issue des caves/eau de process). L'étude devra également s'interresser à la destination du rejet des eaux propres (rejets en rivière à proximité du site, reinjection possible dans la nappe superficielle ?).

#### 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : prélèvement d'eau</b>				
<b>Référence réglementaire :</b> AP 02/12/08, article 4.1.1				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prélèvements d'eau				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet				
<b>Prescription contrôlée :</b> - Prélèvement d'eau par le site (quantités) - mise en oeuvre des dispositions de l'arrêté préfectoral de crise				
<b>Constats :</b> <b>Prélèvements :</b>  L'exploitant prélève principalement l'eau utilisée par le site dans la nappe phréatique sous-jacente à l'usine. Les volumes annuels prélevés, selon les déclarations GEREP sont les suivants :				
	<b>Prélèvements totaux utiles à la production (2 puits usine B, 1 usine C) m<sup>3</sup></b>	<b>Evacuation de l'eau de nappe présente dans les caves m<sup>3</sup></b>	<b>Rejets totaux à la station de traitement m<sup>3</sup></b>	<b>Volumes autorisés Usine B + C m<sup>3</sup></b>
2021	182 201	192630	374831	525 000
2020	258 196	124 675	382 871	525 000
2019	327 917	91 934	419 311	525 000
Nota : les eaux présentes dans les caves des usines de l'établissement, issues de la nappe phréatique, sont évacuées dans les mêmes réseaux que les eaux de process chargées en produits d'ensilage, ce qui explique la différence entre les prélèvements totaux utiles à la production et les rejets totaux. (point détaillé au constat n° 3).				
Conforme avec le volume maximal autorisé <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non				
<b>Prélèvement d'eau sur le réseau public</b>				
	Volumes prelevés en m <sup>3</sup>	Prélèvements maximum annuel autorisé, usine B+C en m3		
2022	2 000 pour le premier semestre	13 000		
2021	6 500	13 000		
2020	20 000 *	13 000		
* fuites réparées  Conforme avec le volume maximal autorisé pour 2021 <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non  Prélèvement contrôlé :  Le prélèvement dispose de compteurs : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non  L'exploitant relève ce compteur : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non  Le relevé est : <input type="checkbox"/> journalier <input type="checkbox"/> hebdomadaire <input type="checkbox"/> autre périodicité :				

<p>Compte tenu de l'accès difficile aux compteurs AEP, le relevé est effectué 2 fois par an. Chambéry Métropole dispose de relevés continus par télémetrie.</p> <p><b>L'exploitant dispose-t-il d'un registre :</b> <input type="checkbox"/>oui <input type="checkbox"/>non</p> <p>Des tableaux de suivi journaliers des différents prélèvements d'eau et des rejets ont été présentés lors de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<p><b>N° 2 : relevé des prélèvements en eau</b> Vérification des compteurs au titre de la métrologie légale</p> <p><b>Référence réglementaire :</b> article 9.2.3 de l'AP du 02/12/2008 article 15 de l'AM du 02/02/98</p>
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• article 9.2.3 de l'AP du 02/12/2008 <i>"les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs. Ces résultats sont relevés mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre".</i></li> <li>• article 15 de l'AM du 02/02/98 <i>" les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur. Le débit est relevé journalièrement si le débit prélevé est supérieur à 100 m³/j ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé".</i></li> <li>•</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les différents compteurs totalisateurs (Usine C et Usine B) ont été vus lors de l'inspection. Les tableaux de relevés informatiques journaliers de prélèvement d'eau et de rejets ont été présentés en séance.</p> <p>Par ailleurs, le rapport APAVE R12276356-001-1 du 24/01/2022 remis par l'exploitant lors de l'inspection conclu à la conformité des compteurs de prélèvement des eaux de nappe (prélèvement Usine B et C).</p> <p>Des attestations d'étalonnage ont également été remises pour ces mêmes compteurs . (attestations APTELEC du 28/06/2021).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Limitation de l'usage de l'eau en période de sécheresse**

**Référence réglementaire :** article 4.1.3 de l'AP du 02/12/2008,  
article 2.5 de l'AP du 28 juillet 2022 portant limitation de l'usage de l'eau en Savoie

**Thème(s) :** Mise en oeuvre des dispositions sécheresse.

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

**Article 4.1.2 de l'AP du 02/12/08**

*"En cas de sécheresse, il pourra être demandé à l'exploitant la fourniture d'informations complémentaires sur ses besoins prioritaires en eau. Le cas échéant, suivant les seuils d'alertes et de crise définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de la Savoie, l'exploitant devra établir et mettre en oeuvre des mesures afin de réduire ses consommations d'eau".*

**Article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2022 portant limitation de l'usage de l'eau en Savoie**

*"Mesures applicables aux industriels et commerçants"*

*"les prélèvements d'eau sont interdits"*

*Sont exemptés :*

*les établissements ICPE pouvant démontrer que leurs besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum notamment via la mise en oeuvre, à coût économiquement acceptable, des meilleures technologies disponibles du secteur".*

**Constats :**

Compte tenu de la situation, la zone de gestion du Lac du Bourget et de l'Albanais dont dépend FYSOL SAS a été placée en situation de crise.

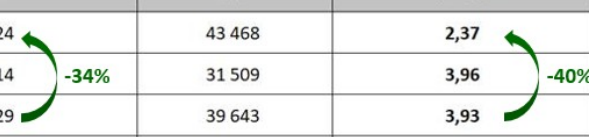
Lors de l'inspection, la Leysse et l'Hyères, rivières bordant le site et alimentant le lac du Bourget étaient complètement à sec.

Information des personnels : L'exploitant informe l'ensemble de ses personnels par des messages diffusés sur des écrans. Ces messages sont évolutifs suivant les différentes situations (alerte, alerte renforcée, crise) Par ailleurs des affiches sont présentes au niveau des sanitaires/douches pour rappeler à la vigilance sur les économies d'eau.

Réduction des consommations d'eau : Les fours verriers fonctionnent à "feu continu". Selon l'exploitant l'arrêt d'un four est réalisé en moyenne tous les 15 ans lors de la reconstruction de celui-ci. Il est néanmoins possible d'arrêter un four mais cela demande environ 3 semaines et le redémarrage du four est aléatoire et nécessite des travaux importants de réfection (remplacement des réfractaires internes).

Dans ce contexte, l'exploitant a fait le choix, dans le cadre de son projet "convergence 2030" (réduction de 50 % des émissions totales de CO<sub>2</sub>, réduction de 50% de la consommation d'eau, de 50% de la production de déchets, utilisation de 100% d'énergie électrique renouvelable) de diminuer la consommation d'eau du site de manière pérenne. Ainsi la consommation d'eau de process a diminué selon les volumes ci-dessous (extrait document FYSOL présenté lors de l'inspection).

Année	Volume d'eau (eau brute + eau de ville) consommé au 1er semestre (m3)	Tonnage produits finis au 1er semestre (t)	Consommation d'eau / t produits au 1er semestre (m3/t)
2022	103 024	43 468	2,37
2020	124 714	31 509	3,96
2019	155 729	39 643	3,93
2018	143 790	37 338	3,85



#### Mise en œuvre des meilleures technologies disponibles :

Dans le cadre de la directive IED (industrial Emissions Directive), le site a fait l'objet d'un réexamen relatif à la prise en compte des MTD (Meilleures Technologies Disponibles) en 2017. Ce réexamen au titre du BREF verrier a été l'objet de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/01/2017.

Le BREF verrier ne fixe pas de ratio de consommation d'eau de process par tonne de verre produit comme peuvent le fixer d'autres Brefs.

#### Actions engagées par l'exploitant dans le cadre de cette période de secheresse

Actions	Gains en m³ par jour	Délais de mise en oeuvre	Coûts k€
Réglage des débit d'eau des tirs fils	10	immédiat	/
Arrêt du conditionnement MHP	24	pas de production l'été	
Retro-lavage du filtre à sable par eau de purge de conditionnement	24	15/09/22	10
Alimentation du conditionnement Bissy 1 en eau osmosée	24	Fin d'année 2022	60

#### Procédure en cas de sécheresse :

L'exploitant ne dispose pas d'une procédure formalisée à appliquer en cas de sécheresse qui prévoit des mesures (sensibilisation, prévention, réduction,...) à mettre en œuvre en fonction des 4 seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée et de crise.

#### Actions pour limiter et réduire les prélèvements et consommations d'eau

Compte tenu de la configuration actuelle du site une quantité très importante d'eau de rabattement de nappe (infiltration d'eau dans les caves) se trouve mélangée aux rejets d'eau de process contenant des résidus d'ensimage. De ce fait, l'intégralité de ces effluents sont évacués à la station d'épuration de Chambéry Métropole dont les rejets sont conduits au Rhône via la galerie de l'Epine, hors bassin versant du Lac du Bourget. La mise en place d'un réseau séparatif de collecte permettrait, si cela est réalisable techniquement, de baisser la consommation d'eau du site de près de 50 %.

#### **Type de suites proposées :**

- L'exploitant s'est engagé lors de l'inspection à réaliser une étude technico-économique (ETE) afin d'étudier la possibilité de mettre en place un réseau séparatif (eau propre issue des caves/eau de process). L'étude devra également s'interresser à la destination du rejet des eaux propres. (rejets en rivière à proximité du site ?, reinjection possible dans la nappe superficielle ?). **Délai de remise de l'étude : 6 mois**
- Comme cela a été proposé par l'exploitant lors de l'inspection, celui-ci formalisera une procédure à appliquer en cas de secheresse qui prévoit des mesures (sensibilisation, prévention, réduction,...) à mettre en place en fonction des 4 seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée, et de crise. **Délai : 3 mois**
- 

**Proposition de suites :** compte tenu de l'engagement de l'exploitant à faire réaliser cette ETE sous 6 mois, ainsi qu'à formaliser une procédure sécheresse sous 3 mois, il ne sera pas proposé de suites administratives à ce stade.



## Annexe photographique

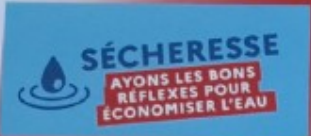
Affichage à destination du personnel (sanitaires/douches).



Communication à l'entrée du site

FSOL

## La Savoie en Crise Sécheresse



SÉCHERESSE  
AYONS LES BONS  
REFLEXES POUR  
ÉCONOMISER L'EAU

En raison de précipitations insuffisantes, le bassin chambérien et l'Ouest de la Savoie viennent de passer en **Crise Sécheresse** ce vendredi 29 juillet.

**Les mesures prises par Mr le Préfet :**

- l'interdiction des prélèvements directs dans les cours d'eau ou dans les ressources souterraines (nappes, sources) pour des usages domestiques ;
- l'interdiction de lavage des véhicules ;
- l'interdiction du remplissage et de remise à niveau des piscines privées ;
- l'interdiction de l'arrosage des pelouses, des jardins potagers, des espaces verts, des stades et espaces sportifs. L'arrosage des arbres et arbustes plantés en pleine terre de moins d'un an reste autorisé en tre 20h et 08h.

**Ayons une utilisation responsable de l'eau.**

Compteur prélèvement n°1



Compteur prélèvement n°2



[illegible]